



www.cdg62.fr/

CENTRE DE GESTION
DE LA FONCTION PUBLIQUE TERRITORIALE
DU PAS-DE-CALAIS

Envoyé en préfecture le 02/06/2023

Reçu en préfecture le 02/06/2023

Publié le

ID : 062-286200027-20230530-2023_22-DE

S²LO

DÉLIBÉRATION

2023/22

ACTUALISATION DU TABLEAU DES EFFECTIFS : CREATION ET SUPPRESSION D'EMPLOIS

Le Conseil d'Administration s'est réuni le Mardi 30 Mai 2023 à 14 heures 30, salle des réunions au CENTRE DE GESTION à BRUAY-LA-BUISSIÈRE, sous la présidence de M. Joël DUQUENOY, Président du CDG 62.

Le secrétaire de séance désigné est M. Francis CORDONNIER, Adjoint au Maire de BETHUNE.

- ♦ **Etaient présents** : M. Jacques BACQUET, Maire de QUERCAMPS – Mme Véronique DUMONT-DESEIGNE, Adjointe au Maire de MARCK – M. Jean-Michel LEGRAND, Maire de AUCHY-LES-MINES – M. Bruno HUMETZ, Adjoint au Maire de SAINT-OMER – M. Jean-Luc FAY, Maire de BONNIERES – M. René HOCQ, Maire de BURBURE – Mme Denise TETELIN, Maire de VILLERS-CHATEL – M. Alain DUBREUCQ, Maire de SAINS-EN-GOHELLE – M. Cédric DELMOTTE, Maire de BOIRY-SAINT-MARTIN – Mme Marie-Thérèse ROJEWSKI, Adjointe au Maire de HOUDAIN – M. Michel DASSONVAL, Adjoint au Maire de LILLERS – M. Joël DUQUENOY, Président de la Communauté d'Agglomération du Pays de SAINT-OMER – M. Ernest AUCHAR, Conseiller communautaire de la Communauté de Communes des Campagnes de l'Artois – M. Francis CORDONNIER, Adjoint au Maire de BETHUNE – Mme Fabienne DUTERTE, Administratrice au CCAS de BOULOGNE-SUR-MER – Mme Florence WOZNY, Conseillère Départementale.

Etaient absents ou excusés : M. Jean-Pierre SANSEN, Maire de RUITZ – M. Nicolas PICHONNIER, Maire de RIMBOVAL – Mme Fabienne DUPUIS, Maire de OIGNIES – M. Marc THOMAS, Maire de MOULLE – Mme Nadine LEFEBVRE, Maire de BEUVRY – M. Jean-François THERET, Maire de FREVENT – M. Didier BOMY, Adjoint au Maire de CUCQ – M. Maurice LECONTE, Maire de HOUCHIN – M. Julien DELANNOY, Maire de WAVRANS-SUR-L'AA – M. Ludovic IDZIAK, Maire de CALONNE-RICOUART – M. Dominique DELATTRE, Vice-Président du Syndicat Mixte Artois Valorisation – M. Guillaume LEBLOND, Conseiller municipal de BOULOGNE-SUR-MER – M. Hakim ELAZOUZI, Administrateur au CCAS de BETHUNE – M. André KUCHCINSKI, Conseiller Départemental – M. Alexandre MALFAIT, Conseiller Départemental.

♦ ♦ ♦ ♦ ♦

Le Conseil d'Administration,

Vu le Code Général de la Fonction Publique ;

Vu le décret n°87-1101 du 30 décembre 1987 modifié, portant dispositions statutaires particulières à certains emplois administratifs de direction des collectivités territoriales et des établissements publics locaux assimilés ;

Vu le décret n° 88-547 du 06 mai 1988 modifié, portant statut particulier des agents de maîtrise territoriaux ;

Vu le décret n° 2006-1690 du 22 décembre 2006 modifié, portant statut particulier du cadre d'emplois des adjoints administratifs territoriaux ;

Vu le décret n° 2010-1357 du 9 novembre 2010 modifié, portant statut particulier du cadre d'emplois des techniciens territoriaux ;

Vu le décret n° 2012-924 du 30 juillet 2012 modifié, portant statut particulier du cadre d'emplois des rédacteurs territoriaux ;

Vu la délibération n° 2016/10 du 25 mars 2016 instaurant le régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel (RIFSEEP) ;

Vu la délibération n° 2023/15, en date du 21 mars 2023, du Conseil d'Administration du Centre de Gestion, relative à l'actualisation des modalités d'application du RIFSEEP et notamment la mise en place de l'**I**ndemnité de **F**onctions, de **S**ujétions et d'**E**xpertise (IFSE) et du **C**omplément Indemnitaire **A**nnuel (CIA) ;

Vu la délibération n° 2023/14 du 21 mars 2023 actualisant le tableau des emplois ;

Vu l'avis du Comité Social Territorial en date du 22 mai 2023 ;

Le Président rappelle à l'assemblée que conformément à l'article L 313-1 du Code général de la Fonction Publique, les emplois de chaque collectivité ou établissement sont créés par l'organe délibérant de la collectivité ou de l'établissement.

Il indique aussi qu'en cas de suppression d'emplois, la décision est soumise à l'avis préalable du Comité Social Territorial.

Ainsi, après avis du Comité Social Territorial de service en date du 22 mai 2023, le Président propose d'actualiser le tableau des effectifs en procédant à la création de 5 emplois permanents et à la suppression de 3 emplois permanents non pourvus.

Il précise la nécessité de créer certains emplois, pour tenir compte de l'évolution des postes de travail, des missions assurées et des nécessités de service et des avancements de grade.

Le Président propose d'actualiser le tableau des effectifs en procédant à la création de 6 emplois permanents, à temps complet,

Création de 6 emplois permanents

Pour faire face aux besoins des services aux cadres d'emplois suivants :

Filière administrative

○ **des administrateurs territoriaux**

Dans la filière administrative et conformément aux dispositions du décret n° 87-1101 du 30 décembre 1987, l'emploi fonctionnel de Directeur Général des Services ne peut être pourvu que par un agent appartenant au cadre d'emplois des administrateurs territoriaux :

- **1** emploi d'**administrateur** au grade d'administrateur territorial, à temps complet, qui sera le support de l'emploi fonctionnel de Directeur Général des Services.

- **des adjoints administratifs territoriaux :**

- **1** emploi de **secrétaire médicale** au grade d'adjoint administratif principal de 1^{ère} classe, à temps complet ;
- **1** emploi de **gestionnaire concours** sur les grades d'adjoint administratif principal de 2^{ème} et 1^{ère} classe, à temps complet ;

Précise que si aucun fonctionnaire remplissant les conditions n'a pu être recruté, un contractuel pourra être recruté dans les conditions fixées à l'article L.332-8 du code général de la fonction publique.

Le gestionnaire concours justifie d'une bonne connaissance du statut. Il participe à la gestion administrative des concours et examens professionnels.

Les contrats relevant de l'article L.332-8 d'une durée maximale de 3 ans, sont renouvelables dans la limite totale de 6 ans. Au-delà, si ces contrats sont reconduits, ils ne peuvent l'être que par décision expresse et pour une durée indéterminée.

Le traitement sera calculé par référence à la grille indiciaire du cadre d'emplois des adjoints administratifs territoriaux au grade de recrutement, l'indemnité de résidence et le supplément familial de traitement ainsi que les primes et indemnités instituées par l'assemblée délibérante.

- **1** emploi de **chargé de mission @ctes et Mairie connectée** sur les 3 grades du cadre d'emplois des adjoints administratifs territoriaux, à temps complet ;

Précise que si aucun fonctionnaire remplissant les conditions n'a pu être recruté, un contractuel pourra être recruté dans les conditions fixées à l'article L.332-8 du code général de la fonction publique.

L'agent assurera le déploiement et l'assistance des outils mis à disposition des collectivités territoriales et leurs établissements publics dans le cadre des prestations « e-administration » et « mairie connectée ».

Les contrats relevant de l'article L.332-8 d'une durée maximale de 3 ans, sont renouvelables dans la limite totale de 6 ans. Au-delà, si ces contrats sont reconduits, ils ne peuvent l'être que par décision expresse et pour une durée indéterminée.

Le traitement sera calculé par référence à la grille indiciaire du cadre d'emplois des adjoints administratifs territoriaux au grade de recrutement, l'indemnité de résidence et le supplément familial de traitement ainsi que les primes et indemnités instituées par l'assemblée délibérante.

Filière technique

- **Des agents de maîtrise territoriaux**

- **1** emploi de **webmaster** au grade d'agent de maîtrise, à temps complet

Suppression de 3 emplois permanents

Filière administrative

Catégorie B

Grade de rédacteur principal de 1^{ère} classe

- **1** emploi d'adjointe de gestion Ressources Humaines, non pourvu suite à renonciation de l'avancement de grade

Catégorie C

Grade d'adjoint administratif

- 1 emploi de secrétaire médicale, non pourvu suite à recrutement sur un autre grade

Filière technique

Grade de technicien principal de 1^{ère} classe

- 1 emploi de responsable du service technique, non pourvu suite à renonciation de l'avancement de grade

Le tableau des emplois permanents est ainsi modifié, comme suit :

Filière administrative

Cadre d'emplois des administrateurs territoriaux

Grade : administrateur- territorial, à temps complet

✚ ancien effectif :0 – nouvel effectif :1

Cadre d'emplois des rédacteurs territoriaux

Grade : rédacteur principal de 1^{ère} classe, à temps complet

✚ ancien effectif :14 – nouvel effectif :13

✚ **Cadre d'emplois des adjoints administratifs territoriaux**

Grade : adjoint administratif principal de 1^{ère} classe, à temps complet

✚ ancien effectif :12 – nouvel effectif :15

Grade : adjoint administratif principal de 2^{ème} classe, à temps complet

✚ ancien effectif :13 – nouvel effectif :15

Grade : adjoint administratif territorial, à temps complet

✚ ancien effectif :17 – nouvel effectif :17

Filière technique

Cadre d'emplois des techniciens territoriaux

Grade : technicien territorial principal de 1^{ère} classe, à temps complet

✚ ancien effectif :2 – nouvel effectif :1

Cadre d'emplois des agents de maîtrise territoriaux

Grade : agent de maîtrise territorial, à temps complet

✚ ancien effectif :0 – nouvel effectif : 1

Le Conseil d'Administration,

Après avoir entendu l'exposé de son Président,

A l'unanimité des membres présents,

- × *ADOpte* la modification du tableau des effectifs et du tableau des emplois, ainsi proposée, qui prendra effet à compter du 1^{er} juin 2023 ;

- ✕ *PRECISE* qu'un tableau des emplois reprenant l'ensemble des postes et des emplois, permanents et non permanents, sont annexés au présent document.
- ✕ *PRECISE* que les crédits correspondants seront inscrits au budget, chapitre 012.

Ainsi fait et délibéré en séance,
à BRUAY-LA-BUISSIÈRE, le 30 mai 2023

Le Président,

Joël DUQUENOY